

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Privatisation au profit d'«investisseurs» étrangers

Retraites en France: les dessous de la réforme

par Thierry Meyssan, Damas



Thierry Meyssan
(photo wikipedia)

hd. Les grèves et les manifestations de grande ampleur que connaît actuellement la France sont liées à la réforme des retraites annoncée et au mécontentement d'une grande partie de la population à l'égard du travail du gouvernement. Avec l'élection de l'actuel président Macron, l'influence des acteurs financiers sur la politique a augmenté. Dans cet article, l'auteur décrit d'abord certains des changements intervenus dans la politique gouvernementale en France au cours des vingt dernières années, puis il fournit des informations intéressantes sur le contexte de la réforme des retraites.

La fin de la politique en France

Depuis l'accident cérébral du président Jacques Chirac, le 2 septembre 2005, la France n'a plus eu de responsable politique capable d'assumer la présidence de la République. La fin de son second mandat a donné lieu à une lutte acharnée entre le Premier ministre *Dominique de Villepin* et le ministre de l'Intérieur *Nicolas Sarkozy*, sur fond d'état d'urgence et d'accusations mensongères qui ont relégué l'intérêt général en arrière-plan.

* Dans le vocabulaire financier, *financiarisation* désigne le recours accru aux financements extérieurs et en particulier à l'endettement, de la part de l'ensemble des agents économiques. Plus généralement, le mouvement dit de *financiarisation de l'économie* pointe la part croissante des activités financières dans le PIB des pays développés notamment. Elle s'explique par la multiplication exponentielle des types d'actifs financiers et un développement spectaculaire de la pratique des opérations financières tant par les entreprises et autres institutions que par les particuliers (cf. Wikipédia)

L'élection de Nicolas Sarkozy marque l'avènement de la mentalité «corporate» et donc la fin de la politique au sens originel de l'organisation de la cité. Le nouveau président déclare vouloir gérer le pays comme une entreprise. Il affiche sa fonction comme un «job» et non plus comme une charge. Il donne à regarder sa vie privée et sa réussite sociale. Il ne cherche plus à incarner la volonté populaire, mais à transformer le pays selon sa volonté personnelle («Je veux...»). En définitive, conformément à ses liens anciens avec la CIA, il aligne la France sur les Etats-Unis allant jusqu'à placer les armées sous commandement états-unien au sein de l'OTAN.

Réagissant à ces excès, son successeur *François Hollande* se veut un «président normal», un homme sans histoire; sans ambition ni personnelle, ni pour le pays. Expert en querelles politiques, mais dépourvu de réflexion politique, il apprend sa fonction de ses hauts-fonctionnaires – qui n'en savent guère plus que lui – ainsi qu'il le revendiquera par la suite. En toutes choses, il se contentera de poursuivre la voie de son prédécesseur ce qui l'obligera à abandonner ses convictions socialistes. Ses seules initiatives seront pour imposer une morale puritaine inspirée de l'exemple des présidents américains.

Emmanuel Macron est élu à son tour avec l'aide de spéculateurs internationaux. Il n'a qu'une très brève expérience de la vie politique et ne s'est jamais intéressé à la politique proprement dite. Il aime s'imposer en choquant par ses déclarations provocantes et ses comportements outrageants. Il financiarise* tout ce qu'il touche, notamment l'écologie et les retraites.

Durant ces quatorze années, les principaux responsables politiques français ont progressivement oublié le service de la Nation pour ne plus s'occuper que d'accumuler personnellement de l'argent.

Il est particulièrement symptomatique que lors des dernières élections présidentielles

aucun des candidats importants n'a présenté de vision pour le pays, mais exclusivement des programmes gouvernementaux. Comme si la fonction présidentielle avait disparu. Dès lors, les débats se limitent à des surenchères politiques sur la gestion de différents dossiers, à des pinaillages de chiffres.

J'ai montré dans «Sous nos yeux», comment cette dérive a conduit à une privatisation de la politique étrangère dans l'indifférence générale.¹ La France s'est engagée dans toutes sortes de guerres en Côte d'Ivoire, en Libye, en Syrie, au Sahel, mettant ses troupes au service d'intérêts qui ne sont absolument pas les siens et participant au massacre de centaines de milliers de lointains inconnus.

Cette dégradation se poursuit inexorablement. Désormais, elle touche la politique intérieure.

Emmanuel Macron et la financiarisation de l'écologie

Emmanuel Macron avait annoncé son intention de «verdifier la Finance» (sic). L'annonce du retrait à venir des Etats-Unis de l'*Accord de Paris contre le réchauffement climatique* lui en a fourni l'occasion. Bien avant que celui-ci soit effectif, il lançait à son homologue américain son retentissant «Make our planet great again!».

Rappelons l'enjeu de ce conflit qui n'a aucun rapport avec la communication à ce sujet. En 1997, le *Protocole de Kyoto* désigne cinq gaz à effet de serre. Il institue un Fonds d'adaptation géré par la Banque mondiale et un système de permis négociables. Il s'agit à la fois de limiter la production de ces gaz et de financer l'industrialisation des pays en voie de développement en leur permettant de vendre des permis négociables aux pays développés au prorata de leur émission totale de ces gaz. Bien décidé à ne pas verser un sou, le président *Bill Clinton* ratifie publiquement ce texte qu'il fait en sous-main rejeter à l'unanimité par le Sénat. Simulta-

nément, il confie la création d'une bourse des permis négociables à son vice-président, *Al Gore*. Celui-ci en fait rédiger les statuts par un juriste inconnu à l'époque, *Barack Obama*. Compte tenu des montants à venir des permis négociables, les financiers américains conserveront leur prééminence dans le monde.² Lorsque Barack Obama devient président des Etats-Unis, il fait valider ce dispositif par l'Accord de Paris en 2015. Au passage, quatre des gaz à effet de serre ont disparu, seul reste le dioxyde de carbone (CO₂), dont l'impact supposé est pourtant minime. Mais celui-ci, lorsqu'il est produit par l'homme, vient de la consommation du charbon, du gaz et du pétrole, les «sources d'énergie fossiles». La focalisation sur ce seul gaz devrait ouvrir de nouveaux marchés à l'industrie automobile déclinante, qui pour se régénérer passera à l'énergie électrique, sans pour autant porter atteinte à l'industrie pétrolière qui trouve de nouveaux débouchés dans les plastiques.

Emmanuel Macron conçoit alors une nouvelle taxe sur les carburants dont la mise en application déclenche le mouvement des «Gilets jaunes». En quelques semaines, les Français prennent conscience d'un phénomène qu'ils observent sans réagir depuis près de trente ans: la globalisation de l'économie et de la finance détruit les classes moyennes en Occident.³ Ne souhaitant pas remettre en cause l'ordre financier global, le président Macron est en panne.

Emmanuel Macron et la financiarisation des retraites

Pour comprendre qui sont les commanditaires d'Emmanuel Macron, il ne faut pas regarder en France, mais à l'étranger. Certes, la banque Rothschild a joué un rôle dans son élection, mais pas si important que cela. Au contraire, *Henry Kravis*, le patron du premier hedge fund KKR [*Kohlberg, Kravis*,

Suite page 2

Une lueur d'espoir à l'horizon?

Commentaires suite à la rencontre de Vladimir Poutine et Angela Merkel

«La chancelière *Merkel* a de nouveau déclaré que *Nord Stream 2* sera bénéfique à l'Europe en tant que projet économique. Elle a souligné que l'Allemagne s'en tiendrait au projet et soutiendrait sa réalisation – même contre le désir des Etats-Unis. Après des entretiens bilatéraux à Moscou, la chancelière allemande *Angela Merkel* et le président russe *Vladimir Poutine* ont tenu samedi une conférence de presse commune. Concernant les sanctions américaines contre *Nord Stream 2*, la Chancelière a souligné que les sanctions n'étaient pas la bonne voie à suivre, étant donné qu'il s'agissait d'un projet purement économique. Les deux politiciens ont promis que le projet de gazoduc serait achevé contre toute opposition. En décembre, le Département d'Etat américain a lancé un ultimatum aux entreprises européennes impliquées dans le projet et les a menacées de sanctions si elles n'arrêtaient pas les travaux jusqu'au 20 janvier. Les Etats-Unis ont déclaré que le projet nuirait aux intérêts de la Pologne et de l'Ukraine, que ces pays perdraient des milliards de dollars de frais de transit déboursés par Moscou et qu'il limiterait les possibilités de diversification énergétique de l'Europe. Samedi, Mme *Merkel* a réfuté ces affirma-

«L'atmosphère lors de la conférence de presse entre le Président russe *Poutine* et la Chancelière allemande *Merkel* était, après de longues années, pour la première fois positive. Il n'y eut pas de pics ou d'expressions délibérées de malaise. Dans une situation mondiale extrêmement menaçante, ces personnes sont exprimées de manière professionnelle sur ce qui tient à cœur aux populations dans le monde entier: où pouvons-nous désamorcer la situation, pour ne pas mener le monde au bord du gouffre? On ne peut

que se féliciter des propos clairs adressés par la chancelière aux Etats-Unis concernant *Nord Stream 2*. Mais cette rencontre illustre une chose importante. Rien ne peut cacher le fait que la participation du président américain à une telle réunion serait utile, tant que les questions de politique intérieure le lui permettent. Ces derniers jours, le monde a été amené au bord d'une guerre mondiale. La rencontre *Poutine/Merkel* à Moscou a clairement montré que cela n'est pas une obligation.»

Willy Wimmer, le 11 janvier 2020

tions devant les journalistes, en déclarant que «tout le monde» en Allemagne et en Europe a intérêt «à diversifier ses approvisionnements en gaz et continuera à le faire». La Chancelière a souligné que *Nord Stream 2* était un projet important en ajoutant: «Malgré toute les controverses politiques avec les Etats-Unis d'Amérique, nous ne pensons pas que les sanctions extraterritoriales soient judicieuses. C'est pourquoi nous continuons à soutenir ce projet comme auparavant, car c'est un projet essentiellement économique.»

Le président *Poutine* a annoncé que la Russie était en mesure de mener à bien le projet par ses propres moyens, sans la participation de «partenaires étrangers», bien que son achèvement pourrait prendre quelques mois de retard. «Nous espérons que les travaux seront terminés d'ici la fin de cette année ou le premier trimestre de l'année prochaine et que le gazoduc sera mis en service.»

<https://deutsch.rt.com/wirtschaft/96723-merkel-nord-stream-2-ist-wirtschaftsprojekt-nutzen-fuer-deutschland-und-eu-du-12/1/20>

«Le projet de gazoduc *Nord Stream 2*, détesté par les voisins européens et les Américains, rapproche *Merkel* et *Poutine*. Les deux veulent maintenir le projet, bien que les Américains aient annoncé des sanctions contre les entreprises construisant les tuyaux et que le dommage diplomatique causé chez les voisins européens suite aux efforts germano-russes en solitaire soit important. La visite bien intentionnée d'*Angela Merkel* chez *Vladimir Poutine*, l'accent surprenant mis sur les points communs, les mots élogieux pour les activités de *Poutine* et d'*Erdogan* notamment en Syrie et en Libye, révèlent à quel point le gouvernement américain laisse un vide dans lequel d'autres acteurs – la Turquie, la Russie, l'Iran – prennent place. *Merkel* cherche maintenant à trouver un arrangement. Sa visite à Moscou pourrait être un début à cela.»

<https://www.zeit.de/politik/2020-01/angela-merkel-wladimir-putin-moskau-besuch-du-12/1/20>

«Il semble exister un large accord. Mme *Merkel* a décrit le projet de gazoduc *Nord Stream 2*, visant à contourner l'Ukraine en tant que pays de transit, comme un «projet fon-

Suite page 2

Etes-vous prêt à faire face à une situation d'urgence?



Logo alertswiss

rt. Dans notre routine quotidienne, il nous semble naturel de pouvoir obtenir de l'eau, de l'électricité mais aussi de la nourriture à tout moment et en tout lieu. Nous savons que cela n'a pas toujours été le cas, mais 70 ans de prospérité croissante font qu'une situation d'urgence semble presque irréaliste. Cependant, de nombreux signes font qu'une remise en question de cette certitude semble aujourd'hui judicieuse (p. ex. épidémies, black-out).

Diverses institutions du pays sont constamment et parfois professionnellement engagées dans la préparation spécifique de diverses situations de crise. La protection civile suisse jouit d'une bonne réputation internationale. Nous ne remarquons pas grand-chose de tout cela si nous ne sommes pas directement impliqués. Ces dernières années, par exemple, les organisations de protection civile et de sauvetage ont été réorganisées afin de pouvoir réagir de manière plus appropriée. Des exercices nationaux sont régulièrement organisés sur divers scénarios (par exemple, l'exercice d'urgence global GNU19 de 2019).

Mais comment chacun peut-il se préparer à une situation de crise, aujourd'hui et concrètement?

Avant d'énumérer les diverses précautions, rappelons-nous notre actuel milieu de vie : au cours des dernières décennies, de grands bouleversements ont transformé l'Europe et par conséquent la Suisse (mécanisation, numérisation, agriculture industrialisée, mobilité, centralisation, etc.) Notre approvisionnement en biens essentiels et les installations liées fon-

ctionnent pratiquement sans problème, ce qui nous permet d'avoir un niveau de vie élevé.

Approvisionnement moderne

Notre approvisionnement se fait «juste à temps». Le producteur n'a pas de grands entrepôts, les produits se trouvent dans des camions, des wagons de chemin de fer, des bateaux ou des avions en route vers le consommateur. L'agriculture a également changé, elle est maintenant hautement spécialisée et mécanisée pour rester compétitive. La ferme diversifiée avec des vaches, des poules, des porcs, des céréales, un choix de légumes et de fruits ne se trouve presque que dans les livres pour enfants, même si beaucoup le regrettent. Dans la plupart des cas, notre approvisionnement en eau est assuré par de grands systèmes interconnectés avec d'innombrables pompes et de stations d'épuration des eaux usées.

Systèmes électroniques vulnérables

D'importants flux de personnes se déplacent chaque jour à travers le pays. Beaucoup d'entre eux changent régulièrement de continent. Les CFF, l'aviation, la navigation et le trafic motorisé sont gérés et régulés électroniquement. Les magasins, les hôpitaux et les petites entreprises bénéficient également de solutions logicielles innovantes commandant et surveillant les petits et grands systèmes, nous déchargeant ainsi de beaucoup de travail.

Toutes nos communications sont maintenant basées sur des systèmes électroniques et permettent des processus de travail et de comportement complètement différents. Le monde a changé rapidement. Mais il est devenu beaucoup plus sensible aux interférences. Quelques récentes pannes de courant nous l'ont rappelé.

L'alimentation de secours classique

Dans son ménage personnel et dans son environnement rapproché chacun peut prendre des dispositions relativement faciles à gérer et aidant à surmonter les premiers jours d'une situation d'urgence. Le stock «classique» de provisions constitué autrefois par nos grands-parents reste de mise.

L'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) recommande un stock d'urgence avec suffisamment de nourriture pour une semaine et d'eau pour 3 jours:

- Boissons: 9 litres d'eau (lot de six) par personne, autres boissons
- De la nourriture pour environ une semaine. Par exemple: riz, pâtes, huile, plats préparés, sel, sucre, café, thé, tisane, fruits séchés, muesli, biscottes, chocolat, lait UHT, fromage à pâte dure, viande séchée, conserves
- Biens de consommation: radio à pile, lampe de poche, piles en réserve, bougies, allumettes/briquet, réchaud à gaz
- et en outre, les d'articles d'hygiène et médicaments courants; un peu d'argent liquide, de la nourriture pour animaux.

Bien entendu, il est également possible de créer des réserves plus importantes, mais vous devez également être capable de les utiliser afin que les produits alimentaires ne se détériorent pas. Sur le site web de l'OFAE, vous trouverez des conseils plus complets.

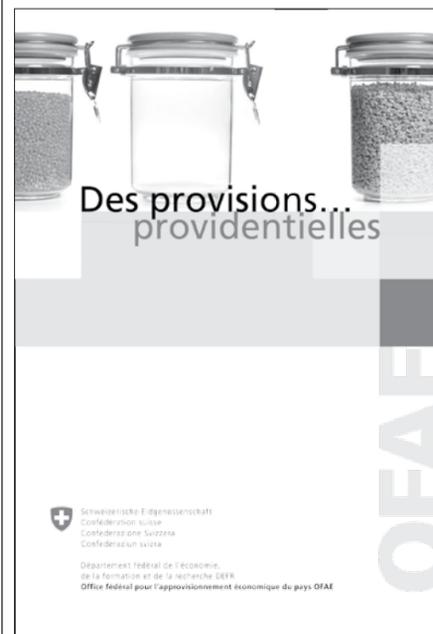
Etre préparé avec alertswiss.ch

Si vous voulez être préparé à différentes situations de crise, vous devez vous adresser à l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (www.babs.admin.ch). L'application ou la page d'accueil www.alertswiss.ch permet à l'utilisateur de réfléchir personnellement et à l'avance à d'éventuelles situa-

tions de crise. Il peut également participer à une chaîne d'alarme.

En principe, les alertes en Suisse sont toutefois émises par sirène et par radio. En effet, les smartphones ou le réseau téléphonique ne fonctionnent plus lors de panne de courant importante.

Afin de se préparer aux différentes situations de crise, si elles devaient se produire à grande échelle, il est conseillé de se familiariser avec notre système de sécurité suisse et de savoir comment et où vous pouvez apporter votre contribution personnelle. De plus amples informations à ce sujet seront fournies dans un autre article.



www.bwl.admin.ch/bwl/fr/home/themen/notvor-rat.html

«Privatisation au profit ...»

suite de la page 1

Roberts & Co], en a joué un considérable plus important, voire décisif.⁴ Il tient sa fortune de la mise au point d'une technique à la limite de la légalité: le rachat d'entreprises par l'endettement [«LBO»=«Leveraged Buyout» ou «achat à effet de levier»]. C'est lui qui a introduit le jeune ambitieux au Club de Bilderberg ou encore qui a choisi son Premier ministre Edouard Philippe.

Jusqu'ici Henry Kravis est considéré comme un requin et nul à Wall Street n'enviait de s'allier à KKR⁵... sauf BlackRock, le premier gestionnaire d'actifs au monde pour qui la crise financière de 2008 a été une aubaine.

Le 25 octobre 2017, le président Emmanuel Macron privatise la salle du Conseil des ministres pour héberger un séminaire de grands spéculateurs, dont Laurence Fink, le patron de BlackRock.⁶ Ce dernier est accompagné d'un de ses employés, l'ancien chancelier de l'échiquier britannique, le baron George Osborne. Edouard Philippe (Premier ministre), Muriel Pénicaud (Travail), Bruno Lemaire (Economie et Finances), Elisabeth Borne (Transport) et Benjamin Griveaux

(secrétaire d'Etat auprès de Bruno Lemaire) viennent plancher devant cet aréopage.

Au cours de cette réunion Emmanuel Macron et Bruno Lemaire exposent à leurs interlocuteurs leur plan pour financiariser l'épargne des Français: réformer les retraites en abandonnant le système de solidarité entre les générations par un système de capitalisation. Pour cela, ils viennent de choisir un vieux politicien (70 ans à l'époque), Jean-Paul Delevoye et de le nommer Haut-Commissaire à la Réforme des retraites. C'est un ami de longue date de Jean-François Cirelli, le patron de Blackrock en France. Ils ont également révélé vouloir glisser dans le projet de Loi relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite «Loi PACTE», un discret article permettant une «meilleure accessibilité de l'épargne retraite», c'est-à-dire l'accès des plus riches à une retraite par capitalisation.

Pendant, après deux ans de consultations, les électeurs ignorent toujours en quoi consistera la réforme des retraites. Selon les jours, on dénonce le trou de certains régimes spéciaux et on appelle au nom de la justice sociale à une uniformisation du système; ou l'on déplore l'allongement de la durée de la vie et l'on préconise d'allonger la durée d'activité afin d'équilibrer les comptes. En

réalité aucun pays au monde n'a de système unique de retraite et, compte tenu du «chômage des seniors», rien ne permet d'affirmer que le report de l'âge de la retraite fera faire des économies. Tout ce tintamarre ne visait qu'à cacher le seul objectif du gouvernement: substituer la capitalisation à la solidarité entre les générations. Un gigantesque mouvement de protestation sociale se met en branle, incluant les Gilets jaunes, qui aboutit à une spectaculaire grève de plusieurs semaines.

C'est à ce moment là que Le Parisien publie une nouvelle stupéfiante: en violation de la Constitution, Jean-Paul Delevoye [le Haut-Commissaire à la Réforme des retraites] entretient un lien de subordination avec l'IFPASS, l'organisme de formation professionnelle de la Fédération française des assurances, principal bénéficiaire de la réforme en cours.⁷ Il en entretient un autre avec un second organisme de formation professionnelle lié au premier. De fil en aiguille, on recense quatorze liens de subordination du vieux sage. Il mettra huit jours à démissionner.

Loin de le condamner, le président Emmanuel Macron exprime ses «regrets» devant sa démission, tandis que Gilles Le Gendre, président du groupe parlementaire de leur parti

à l'Assemblée nationale, proclame son «respect devant sa décision courageuse». Il apparaît que le président, le Premier ministre et presque tous les membres du gouvernement savaient depuis longtemps et, contrairement à leur obligation, ne sont pas intervenus. Tardivement, le Procureur de la République est saisi.

Ainsi passe-t-on de la corruption, qui s'est généralisée sous François Mitterrand, à la privatisation de l'Etat; de la violation du Code pénal à celle de la Constitution. Il serait sot de croire que cela n'aura pas de conséquences.

Source: Réseau Voltaire du 24/12/19

¹ Meyssan, Thierry. «Sous nos yeux». Demi-Lune 2017

² Meyssan, Thierry. «1997-2010: L'écologie financière». Réseau Voltaire, 26/4/10.

³ Meyssan, Thierry. «Comment l'Occident dévore ses enfants». Réseau Voltaire, 4/12/18

⁴ Meyssan, Thierry. «Envers qui Emmanuel Macron est-il débiteur?». Réseau Voltaire, 11/12/18.

⁵ Burrough, Bryan. «Barbarians at the Gate». Harper & Row 1990

⁶ «Comment l'Elysée a déployé le tapis rouge au roi de Wall Street». Le Canard enchaîné

⁷ Gaste, Catherine. «L'oubli gênant de Jean-Paul Delevoye». Le Parisien du 9/12/19

«Une lueur d'espoir à l'horizon?»

suite de la page 1

damentalement économique» que l'on continue à soutenir et que l'on souhaite achever, malgré les nouvelles sanctions américaines récemment annoncées. [...] Merkel et Poutine ont fait l'éloge du cessez-le-feu en Libye annoncé cette semaine à Istanbul de commun accord avec le président turc Recep Tayyip Erdogan. Selon cet accord, les armes entre les parties au conflit devraient se taire à partir de minuit ce dimanche. [...] Mme Merkel n'a également trouvé que des mots élogieux à l'égard du pays en guerre civile qu'est la Syrie, où de moins en moins de pays exercent une influence sur son développement, au profit de la Russie, de l'Iran et du régime de Damas.»

<https://www.faz.net/2.1677/einigkeit-ik-kreml-16576874.html> du 11/1/20

Nord Stream 2: les USA déclarent la guerre économique à l'Allemagne

E.H. La Chambre des représentants et le Sénat des Etats-Unis et son Président ont décidé de prendre des sanctions contre les entreprises et les personnes participant à la construction du gazoduc traversant la mer Baltique, Nord Stream 2. Ils ont menacé de les exclure du système financier, de les punir par des interdictions d'accès aux Etats-Unis et par des boycotts ainsi que de saisir leurs comptes, s'ils n'arrêtent pas immédiatement la construction. C'est ce qu'ils ont fait.

Les sanctions contre les entreprises sont cependant également un coup porté aux deux nations qui, en tant que fournisseurs et clients du gazoduc, en sont en fait les constructeurs et les exploitants: la Russie

et l'Allemagne. L'approvisionnement en gaz a pour but de compenser la pénurie d'énergie causée par le retrait précipité de l'énergie nucléaire et du charbon en Allemagne et d'apporter un approvisionnement garanti en énergie à l'un des plus grands pays exportateurs du monde.

C'est notamment pour éviter cela que les Etats-Unis ont non seulement imposé l'arrêt des travaux de construction, mais tentent d'empêcher définitivement ce gazoduc:

– Ils veulent empêcher la fourniture de gaz bon marché russe afin de pouvoir vendre à l'Allemagne et le reste de l'Europe leur gaz à fracturation hydraulique beaucoup plus cher.

– Ils veulent également empêcher la Russie de pouvoir profiter des revenus du gaz livré pour développer son économie.

– Pour ce faire, ils veulent que les livraisons de gaz russe continuent à être soumises aux frais de transit ukrainiens et polonais et puissent être harcelées. Cela représente un risque constant pour l'Allemagne, pays destinataire.

– Et finalement, ils veulent augmenter au maximum les coûts énergétiques de leur concurrent allemand, alors qu'ils sont déjà très élevés, afin de le rendre incapable de continuer à concurrencer les Etats-Unis dans le domaine de l'exportation.

Votations populaires fédérales du 9 février 2020

La liberté d'expression est une pierre angulaire de la démocratie directe

Nouvelle norme pénale contre la «discrimination fondée sur l'orientation sexuelle»?

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le code pénal en vigueur protège contre la discrimination fondée sur l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse. Le 9 février, nous voterons sur une extension de cette norme pénale visant à introduire en tant que nouvelle infraction pénale la discrimination et l'incitation à la haine fondée sur l'«orientation sexuelle». Selon le Conseil fédéral, cela signifie «qu'une personne éprouve envers des individus de sexe opposé (hétérosexualité), du même sexe (homosexualité) ou des deux sexes (bisexualité). Ce terme ne couvre pas l'identité de genre ni les préférences ou les pratiques sexuelles».¹

Un comité interpartis a lancé le référendum contre cette norme pénale élargie avec le slogan «Non à cette loi de censure – Pour la tolérance et la diversité des opinions».

De quoi s'agit-il? Le Comité référendaire fournit un argumentaire élaboré.² Outre la présentation du sujet, «Horizons et débats» donne ci-dessous la parole à quelques autres voix critiques.

Il y a 25 ans, l'insertion de l'art. 261^{bis} «Interdiction de la discrimination raciale» dans le Code pénal suisse a été approuvée le 25 septembre 1994 en votation populaire avec 54,6% des voix. A l'époque déjà, de nombreux citoyens avaient de la peine à comprendre pourquoi la liberté d'expression devait être limitée par un article de

sions raciales discriminatoires ne sont «pas exclues chez nous».³ Cet argument n'est pas particulièrement convaincant. L'argument principal pour l'acceptation de cette nouvelle norme: le Conseil fédéral, le Parlement, la plupart des partis politiques et de nombreux médias ont exhorté le corps électoral à adhérer à la «Convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale» de 1965 et que pour cela, il fallait accepter cette nouvelle norme. Comme on pouvait s'y attendre, son application par les tribunaux a depuis lors été fréquemment critiquée pour des raisons de liberté d'expression.

Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale: «Le Conseil fédéral n'estime pas qu'il soit impératif d'étendre la protection pénale»

A l'heure actuelle, il se pose la même question qu'en 1994: y-a-t-il une raison impérieuse de restreindre davantage la liberté d'expression de la population?

La protection contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle est – comme le Conseil fédéral l'indique à juste titre dans ses explications – «ce principe fait partie des droits fondamentaux garantis par la Constitution fédérale».⁴ C'est ce que prévoit art. 8 al. 2 Cst.: «Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment [...], de son mode de vie, [...]»

«Parce que chacun a ou <construit> sa propre <vérité>, qui n'est pas la vérité intersubjective que toute personne rationnelle doit rechercher, seuls prévalent ses propres intérêts et sensibilités, ses modes de vie et surtout ses émotions, voulant tous être imposés et avoir raison.» (Marian Eleganti)

droit pénal pas vraiment nécessaire vu les diverses dispositions pénales existantes dans ce domaine. Car pour la libre formation de la volonté démocratique des Suisses – habitués à gérer leurs propres affaires au niveau fédéral, cantonal et communal –, la liberté d'expression est un droit fondamental dont ils ne veulent pas se priver.

Quel était le but de l'article antiraciste de 1994?

Dans la brochure d'explications de l'époque, le Conseil fédéral avait bien déclaré: «La tolérance envers autrui est une attitude fondamentalement suisse». Mais les agres-

Toutefois, on peut se demander dans quelle mesure une nouvelle disposition pénale est nécessaire. Car aujourd'hui déjà, toute une série de réglementations de protection et d'infractions pénales sont déjà disponibles.

Dans ce sens, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a déclaré lors des débats du 25 septembre 2018 au Conseil national: «Le Conseil fédéral a également déclaré précédemment qu'à son avis, la loi actuelle offre déjà une protection étendue contre les discours et les crimes de haine ainsi que contre la discrimination de personnes en raison de leur orientation ou de leur identité sexuelle. Il convient avant tout de prendre en considération la protection de la personnalité en droit civil, mais aussi la protection de l'honneur en droit pénal aux articles 173 et suivants. CP. [...]» Et d'ajouter: «Cela signifie que le Conseil fédéral ne juge pas impératif d'étendre la protection pénale. Néanmoins, le Conseil fédéral, conformément à sa position, vous demande de soutenir la majorité de la Commission et d'accepter la proposition.»⁵

Pourquoi alors restreindre la liberté d'expression sans nécessité?

Andrea Caroni, conseiller aux Etats: «Voulons-nous étendre le droit pénal à toujours d'avantage de critères?»

Outre l'UDC, plusieurs politiciens libéraux ont également rejeté le projet de loi. Notamment, la déclaration du jeune conseiller aux Etats PLR Andrea Caroni d'Appenzell Rhodes-Extérieures, nous paraît remarquable. Caroni souligne également certains processus au sein de l'ONU (cf. encadré ci-dessous):

«Je vais vous le dire franchement: Je suis contre ce projet de loi. Pour une fois, je me retrouve dans une alliance peu habituelle. [...] En général, je pense que le droit pénal – qui est l'ultima ratio, comme l'a précisé ma collègue Seydoux – est trop grossier et,

Texte soumis au vote

Discrimination et incitation à la haine en raison de l'orientation sexuelle (Texte identique pour le Code pénal art. 261bis et le Code pénal militaire art. 171c, al. 1)

«Quiconque, publiquement, incite à la haine ou à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse ou de leur orientation sexuelle;

quiconque, publiquement, propage une idéologie visant à rabaisser ou à dénigrer de façon systématique cette personne ou ce groupe de personnes;

quiconque, dans le même dessein, organise ou encourage des actions de propagande ou y prend part;

quiconque publiquement, par la parole, l'écriture, l'image, le geste, par des voies de fait ou de toute autre manière, abaisse ou discrimine d'une

façon qui porte atteinte à la dignité humaine une personne ou un groupe de personnes en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse ou de leur orientation sexuelle ou qui, pour la même raison, nie, minimise grossièrement ou cherche à justifier un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité;

quiconque refuse à une personne ou à un groupe de personnes, en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse ou de leur orientation sexuelle, une prestation destinée à l'usage public;

est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.»

à mon avis, inutile dans la lutte pour la souveraineté de l'opinion. Je pense que la meilleure recette contre les stupidités ou même les malveillances exprimées sont des contre-déclarations décentes et intelligentes.

Il existe déjà une large protection pour les individus étant insultés ou discriminés en raison de leur orientation sexuelle. Mais mon argument principal est le suivant: si vous acceptez cela, on n'en finira jamais. Dans sa déclaration le Conseil fédéral indique déjà ce que l'ONU souhaite. [...] A l'heure actuelle, la religion et l'ethnie sont sous protection pénale; on y ajoute maintenant le sexe, l'orientation sexuelle. Mais l'ONU nous précise qu'il faudrait également prendre en compte la langue. [...]

Quelqu'un vient de mentionner le dangereux critère de la conviction politique: dans quel situation nous trouverons-nous si soudainement la diffamation d'autres opinions politiques est soumis à punition? [...] La question fondamentale est toujours la même:

expressions – tout-à-fait justifiées du point de vue de la psychologie du développement – seront par réflexe associées à des attaques contre les qualités parentales de personnes aimantes de même sexe. Et ainsi il est à supposer, que de nombreux citoyens et politiciens ne participeraient même pas du tout à un débat sociétal sur ces questions hautement émotionnelles, afin de ne pas courir le risque d'être perçus et étiquetés comme homophobes.⁷

«Quiconque discrédite ses adversaires nuit à la confiance dans la politique»

«Quiconque discrédite ses adversaires nuit à la confiance dans la politique.» Par ces mots, Fabian Schäfer met en garde dans la «Neue Zürcher Zeitung» contre l'ensauvagement croissant des débats dans la phase précédant les votations populaires. Voilà un constat amer dans une Suisse à démocratie directe, dont l'existence est indispensablement liée à la libre discussion entre concitoyens aux opi-

«Au plus tard dans les réseaux sociaux, il n'y aura plus de limites. Une discussion raisonnable sur la nécessité du projet, qui laisse également le Conseil fédéral dubitatif, ou sur les limites du droit pénal ne sera plus guère possible. Les opposants au projet doivent s'attendre à être repoussés dans le coin des homophobes.» (Marian Eleganti)

Voulons-nous vraiment élargir le droit pénal à toujours davantage de critères?»⁶

Exemple «Mariage civil pour tous»: la libre expression des opinions doit être possible

Dans un proche avenir, la discussion sur le «Mariage civil pour tous» sera à l'ordre du jour en Suisse, y compris des questions très controversées telles que le droit d'adoption pour les homosexuels et l'accès au don de sperme pour les couples de lesbiennes. Le comité référendaire craint, à juste titre, que l'extension de la norme pénale en matière de discrimination ne désavantage gravement les opposants à ces exigences dans le débat politique: «Une interdiction pénale de la discrimination renforcerait de manière décisive, l'empreinte laissée par les médias, que l'argumentation contre le «mariage pour tous» est en soi discriminatoire. Peu importe comment l'on se positionne par rapport à ce sujet, une explication factuelle serait ainsi rendue bien plus difficile. Aujourd'hui déjà, une tempête d'indignation survient chaque fois que quelqu'un ose dire en public, que grandir avec deux pères ou deux mères nuit à l'intérêt supérieur de l'enfant. De telles

nions les plus diverses. Schäfer désigne la votation du 9 février comme un «test pour la qualité des débats dans ce pays» et poursuit: «On peut parfaitement être d'avis différent quant à ce projet de loi. Mais maintenant déjà, il est à craindre qu'une partie des avis – ceux qui s'opposent aux projets – ne soient pas pris au sérieux, mais volontairement déformés et réinterprétés. [...] Au plus tard dans les réseaux sociaux, il n'y aura plus de limites. Une discussion raisonnable sur la nécessité du projet, qui laisse également le Conseil fédéral dubitatif, ou sur les limites du droit pénal ne sera plus guère possible. Les opposants au projet doivent s'attendre à être repoussés dans le coin des homophobes.»⁸

Un appel courageux et très important qui sied bien à la «Neue Zürcher Zeitung» libérale.

Plaidoyer de l'évêque auxiliaire de Coire, Marian Eleganti, pour l'effort d'objectivité dans le dialogue ouvert

A la veille du référendum du 9 février, le commentaire de Mgr Eleganti est une bonne chose et devrait renforcer la fermeté des électeurs:

Un grand nombre d'Etats non-occidentaux s'oppose à la dictature de la pensée

mw. En juin 2016, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a instauré un «mandat d'expert sur la protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité du genre». Cependant, un large groupe d'Etats comptant notamment des pays africains et musulmans, ainsi que la Chine, l'Inde et la Russie s'y sont opposés et ont tenté d'annuler le mandat le 23 novembre lors de la séance de la Troisième Commission* de l'Assemblée générale des Nations Unies.

* La Troisième Commission de l'ONU traite des questions sociales, humanitaires et culturelles. C'est une des six sous-commissions organisées par thème créée par l'Assemblée générale pour mieux gérer ses activités. (Source: www.un.org)

France

La mainmise sur l'information «juste»

par Mathieu Bock-Côté,* Québec



Mathieu Bock-Côté
(photo wikipedia)

jpv. En France, la Loi nationale sur la bioéthique doit être révisée tous les sept ans. En septembre, la dernière version a été discutée en commission de l'Assemblée nationale et adoptée par cette Chambre en octobre. A partir du 21 janvier, les consultations de la commission se dérouleront au Sénat pendant deux semaines.

Dans ce contexte, une «Manif pour tous» aura lieu à Paris le 19 janvier. Il s'agit entre autres de l'extension controversée de la Procréation médicalement assistée (PMA) aux lesbiennes et aux femmes seules et de la Gestation pour autrui (GPA).

La campagne d'Alliance Vita mentionnée dans l'article a été arbitrairement interdite par la maire de Paris, Anne Hidalgo.

La formule est désormais consacrée: la liberté d'expression ne doit pas exprimer n'importe quoi. Reste à déterminer la signification de ce «n'importe quoi» et, surtout, qui peut le définir. L'espace public ne cesse de se rétrécir. Vu de l'étranger, par exemple, on ne peut que s'interroger sur la légitimité d'un organe comme le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), veillant moins à l'éthique journalistique qu'à l'encadrement idéologique de la parole publique. Plusieurs de ses interventions, aussi ubuesques qu'orwelliennes, mériteraient d'être rassemblées dans une anthologie de la bêtise.

On refoule dans les marges ceux qui s'entêtent à ne pas célébrer l'esprit de l'époque. Dans une société démocratique normale, ils n'existeraient pas. On vient de le voir à nouveau avec l'étrange polémique entourant l'association Alliance Vita, qui, dans les transports publics, menait une campagne

* Mathieu Bock-Côté (*1980 à Lorraine, Québec) est sociologue, essayiste et chroniqueur pour divers journaux canadiens et le quotidien français «Le Figaro». Il a étudié la philosophie à l'Université de Montréal et la sociologie à l'Université du Québec à Montréal où il a obtenu son doctorat. Sa dernière publication est «L'Empire du politiquement correct» (2019).

publicitaire anti-PMA et GPA, au nom de l'importance du père et de la mère. Cette campagne a scandalisé la Mairie de Paris. Anne Hidalgo [maire de Paris] l'a dit clairement: le point de vue exprimé par les affiches ne devrait pas être admis dans le domaine public. Il faudrait les retirer. Le progressisme est obligatoire.

La référence à la paternité et la maternité par Alliance Vita passe pour une provocation morbide. D'ailleurs, l'évolution du vocabulaire ne pousse-t-elle pas au remplacement de «père» et «mère» par «parent 1» et «parent 2»? Hommes et femmes ne sont-ils pas appelés à s'effacer progressivement devant la fluidité identitaire, qui résisterait à son encadrement symbolique et juridique? On ne naît plus homme ou femme: on se fait assigner un sexe à la naissance par un pouvoir médical encore marqué par la logique patriarcale. Chacun est appelé à s'en libérer. Qui ne voit pas le monde ainsi doit se taire.

En d'autres mots, ce qu'on appellera très imparfaitement le conservatisme n'a plus droit de cité. Il est réduit à une série de préjugés irrecevables. Lorsqu'il parvient



néanmoins à se faire entendre, c'est que les mécanismes de régulation de la parole publique ont échoué. Normalement, une telle parole devrait être contenue dans les marges et ne pas rejoindre le commun des mortels, qui pourrait la croire alors normalisée. Les invariants anthropologiques ne doivent plus apparaître qu'à la manière des restes usés du monde d'hier. La promotion de la famille traditionnelle relève aujourd'hui du discours

discriminatoire et haineux. Les gardiens de la révolution diversitaire ne rient pas.

Emancipation

Nulle surprise ici: le progressisme ne tolère pas qu'on ne voie pas le monde comme lui. Il s'offusque toutefois lorsqu'on lui reproche son fanatisme. Il se croit neutre. Il n'y aurait rien d'idéologique à faire la promotion du végétarisme, du féminisme ou du multiculturalisme dans les transports publics. On ne devrait y voir que des manifestations du progrès. En son temps, Herbert Marcuse avait théorisé la chose, en soutenant que la tolérance ne saurait valoir pour les idées contredisant les mouvements favorables à ce qu'il appelait l'émancipation. Aujourd'hui, une association étudiante nord-américaine explique que la liberté d'expression ne saurait justifier les discours «racistes, colonialistes, xénophobes, transphobes, homophobes, sexistes, misogynes, antiféministes, classistes ou capacitistes».

Mais on aurait tort de croire que la censure s'appuie uniquement sur les pouvoirs publics. Les dernières semaines de 2019 ont été marquées par l'irruption dans l'actualité des «Sleeping Giants», ces activistes numériques anonymes qui veulent priver de revenus publicitaires les médias permettant l'expression de pensées dissidentes. Ils misent sur la frilosité des annonceurs, toujours soucieux de ne pas faire de vagues et de ne pas attraper la «mauvaise réputation», en associant certaines entreprises de presse à la «haine». Ils accusent ainsi de «complicité phobique» ceux qui s'y associeraient par la publicité.

«Vers une nouvelle génération de droits de l'homme... sans homme»

Ils ont ainsi notamment eu pour cible Valeurs actuelles, accusé concrètement d'insoumission idéologique. C'est aussi dans cet esprit que certaines entreprises ont voulu, sans y parvenir, pousser les employeurs et commanditaires d'Eric Zemmour à se débarrasser de lui lors de la dernière campagne de diffamation massive le visant. Ces méthodes relèvent non seulement de l'intimidation commerciale, mais aussi du terrorisme intellectuel. On peïnera à y voir autre chose qu'une tentative d'épuration idéologique témoignant d'une psychologie tyrannique.

«Alliance Vita – Solidaires des plus fragiles»

Alliance Vita est une association fondée en France en 1993 au moment des premières lois de bioéthique. Elle agit selon deux objectifs principaux:

- L'aide aux personnes confrontées aux épreuves de la vie.
- La sensibilisation du public et des décideurs à la protection de la vie humaine.

Les services d'écoute d'Alliance Vita, SOS Bébé et SOS Fin de vie, proposent un espace de parole pour se confier et échanger en tout confidentialité. Ils sont destinés aux personnes confrontées à des épreuves de la vie, soit autour de la grossesse, soit autour de la fin de la vie, de la dépendance et du deuil.

Vous trouverez de plus amples informations sur le site [Web alliancevita.org](http://Web.alliancevita.org).

Le progressisme rêve d'exercer un monopole sur le récit médiatique «légitime» et de contrôler toutes les représentations sociales admises dans l'espace public. On ne parlera du vieux monde que pour le maudire et on rêve ouvertement de mettre à mort socialement les nouveaux dissidents. Il ne nous est pas interdit de noter que le progressisme renoue dans l'enthousiasme avec sa tentation totalitaire. – Comme si cela correspondait à sa nature.

Source: © Mathieu Bock-Côté/Le Figaro du 3/1/20



«La liberté d'expression est ...»

suite de la page 3

«Comme dans la société postmoderne, pluraliste et relativiste, il n'y a plus de vérité universellement valable à rechercher, l'effort d'objectivité sur la base d'arguments rationnels communs dans un dialogue ouvert est également abandonné. Parce que chacun a ou «construit» sa propre «vérité», qui n'est pas la vérité intersubjective que toute personne rationnelle doit rechercher, seuls prévalent ses propres intérêts et sensibilités, ses modes de vie et surtout ses émotions, voulant tous être imposés et avoir raison. Quiconque contredit ou s'oppose est perçu comme un «ennemi personnel», et non pas comme un raisonnable et honorable «adversaire dans le discours» selon la formule «Tu me contredis, donc tu me hais». Comme si une contradiction dans un sujet signifiait déjà le rejet (la haine) de la personne défendant un autre point de vue sur ce sujet.»

Marian Eleganti met en garde contre l'introduction d'une norme pénale concernant la «protection» contre la discrimination et l'incitation à la haine sur la base de l'orientation sexuelle avec ses paroles fortes: «Toute opinion s'en écartant [du lobby LGBTQ] est stigmatisée comme «hate speech» [discours de haine] ou du moins évaluée comme une condition théorique préalable à la violence physique. Et avant même qu'un véritable crime violent ait lieu, dont les causes sont complètement différentes, le représentant d'une opinion dissidente risque d'être confronté à une sanction judiciaire ou un

boycott de sa liberté d'expression par des blocages et autres harcèlements. Dans de tels cas, une réelle violence est utilisée sans rougir face à la communication de son propre credo pluraliste (la diversité) proclamé haut et fort en même temps.»⁹

Conclusion

C'est un plaisir d'entendre, avant ce vote, des voix aussi raisonnables et bien informées provenant des domaines sociétaux les plus divers.

¹ Explications du Conseil fédéral: votation populaire du 9/2/20

² Comité de votation «Non à cette loi de censure!» Argumentaire du 7/11/19 <https://censure-non.ch>

³ Explications du Conseil fédéral: votation populaire du 25/9/94

⁴ Explications du Conseil fédéral: votation populaire du 9/2/20

⁵ 13.407 Initiative parlementaire de Reynard Mathias. Lutte contre la discrimination basée sur l'orientation sexuelle. Débat au Conseil national du 25/9/18; également au Conseil des Etats le 28/11/18

⁶ 13.407 Initiative parlementaire Reynard Mathias. Lutte contre la discrimination basée sur l'orientation sexuelle. Débat au Conseil des Etats du 28/11/18

⁷ Comité de votation «Non à cette loi de censure!», Argumentaire du 7/11/19

⁸ Schäfer, Fabian. «Das üble Spiel der Unterstellung». Neue Zürcher Zeitung du 16/11/19

⁹ Eleganti, Marian. «Das Ende der Bemühung um Objektivität». Commentaire invité du 3/1/20. Zukunft.ch (<https://www.zukunft.ch/das-ende-der-bemuehung-um-objektivitaet/>)

Courrier des lecteurs

«Une fois de plus, la démocratie a triomphé: le Brexit est inéluctable»

L'intéressant article de Nicola Ferronato (Horizons et débats n° 29 du 6/1/20) analyse en détail la décision électorale des citoyens britanniques lors de l'élection à la Chambre des communes du 12 décembre 2019. Comme complément et en référence à cette analyse, je désire soulever quelques questions. Tout d'abord, il convient de noter que la majorité des citoyens de Grande-Bretagne n'ont pas voté pour le parti de Boris Johnson mais pour l'alliance quadripartite qui a perdu lors de cette élection, soit 50,4%.¹ Il est donc courageux de qualifier la majorité à la Chambre des communes, ne pouvant s'expliquer que par la démocratie des collègues électoraux, d'expression claire de la volonté du peuple. Néanmoins, la victoire de Johnson est incontestable. L'article mentionne comment les indicateurs économiques ont évolué positivement depuis la victoire de Boris Johnson et suggère que cela est dû au Brexit. C'est peut-être le cas, mais cela n'est pas certain, car ce Brexit n'est pas un vrai Brexit en raison de l'annonce d'un accord de libre-échange avec l'UE négociable très prochainement. Quiconque a étudié les divers accords de libre-échange transatlantiques discutés et, dans certains cas, déjà mis en œuvre conviendra qu'ils impliquent toujours l'abandon d'une grande partie de la souveraineté nationale. C'est précisément l'annonce de l'accord de libre-échange avec l'UE qui explique pourquoi l'UE a accepté le Back-

stop qui, dans ces circonstances, ne constitue plus un obstacle à la libre circulation des marchandises. Cependant, le Royaume-Uni est gagnant sur un point, il peut maintenant décider de manière autonome qui entre dans le pays ou peut s'y installer. L'auteur de l'article se félicite presque de la chute de Jeremy Corbyn, social-démocrate intègre et politicien pacifique et du fait que la recommunalisation des biens communs souhaitée par Corbyn et qualifiée par l'auteur de dévastatrice ne soit plus d'actualité avec Johnson. Il convient de rappeler que la politique de privatisation de Margaret Thatcher, poursuivie par Anthony Blair, a été une action véritablement dévastatrice pour la Grande-Bretagne, comme le montre clairement, pour ne mentionner qu'un seul exemple, la série de terribles accidents ferroviaires survenus après la privatisation entre 1996 et 1997.² Il ne faut pas oublier que, si l'on considère le Brexit dans son ensemble, un renoncement à l'«alliance de défense» transatlantique n'a jamais été envisagé et qu'avec M. Johnson, un défenseur convaincu d'une ligne dure de la politique de l'OTAN est confirmé en poste.

Peter Erhard, Brème

¹ www.nachdenkseiten.de/?p=57074

² https://de.m.wikipedia.org/wiki/Schienenverkehr_in_Grossbritannien#Historischer_Überblick

Réflexion sur des fondements valables pour tous

Plaidoyer pour un dialogue sur l'histoire

par Karl Müller

Dans les années 1940, les dirigeants de nombreux pays du monde ont réfléchi à la question des fondements sur lesquels les peuples, les États et les cultures, par ailleurs si différents, pouvaient s'entendre. Deux guerres mondiales avec environ 80 millions de morts, des destructions incommensurables et des souffrances indicibles justifiaient largement une réflexion très approfondie pour se concentrer non pas sur ce qui divise mais sur ce qui unit, non pas sur la lutte pour le pouvoir, mais sur le devoir de justice et de paix.

Ces réflexions ont abouti aux principes de la *Charte des Nations Unies* du 26 juin 1945 et à la *Déclaration universelle des droits de l'homme* du 10 décembre 1948. Ces deux documents et bien d'autres résultats contractuels issus de tractations sur le droit international n'étaient pas parfaits et ont souffert (et souffrent encore) de l'influence du pouvoir politique. Mais ils étaient et sont toujours dignes d'être poursuivis et perfectionnés. Cependant, les temps présents ne nous facilitent pas la tâche.

Histoire et politique de l'histoire

Cela a des conséquences dans tous les domaines. Même dans le domaine de l'historiographie. Le regard sur l'histoire (y compris la sienne) est une composante essentielle de la formation de l'identité et de sa consolidation, et l'étude scientifique de l'histoire a certainement pour tâche d'y contribuer, non sans lever parfois le voile sur des échafaudages mensongers.

Il n'est pas pour autant illégitime d'adopter sur des questions d'histoire une position politiquement motivée. Mais si l'histoire est instrumentalisée par la politique à des fins de pouvoir, et si il s'agit avant tout d'une tentative de justifier sa propre politique, en insistant sur certains aspects tout en cachant d'autres pour aller jusqu'à déformer la réalité, alors la vigilance est de mise. Si, en outre, comme c'est le cas actuellement avec le Parlement européen (cf. ci-dessous) ou un projet de loi en Pologne,¹ l'État entreprend de limiter la pensée historique, alors le danger est imminent.

Une violente dispute

Actuellement, nous sommes témoins d'une violente dispute. La question est de savoir quelle était la part de responsabilité de l'Union soviétique dans la guerre en Europe depuis le 1^{er} septembre 1939. De savoir aussi quel rôle jouait alors la Pologne. Enfin, le rôle joué à l'époque par les puissances occidentales françaises et britanniques est également à clarifier.

Toutefois, il s'agit principalement de savoir si l'actuelle Russie a le droit légitime de commémorer solennellement la victoire de l'Armée rouge en mai 1945 sur la Wehrmacht allemande, sur l'Allemagne nationale-socialiste et ses alliés. L'année 2020 marque le 75^e anniversaire de cette victoire. Ou bien la Russie d'aujourd'hui a-t-elle suivi les traces d'une Union soviétique totalitaire, pour devenir, tout comme cette dernière après 1945, une Russie à combattre par tous les moyens?

Les confrontations sur ces questions couvent déjà depuis un certain temps. Différentes appréciations historiques et politiques sur le pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939 remplissent de nombreux volumes, tout comme il existe de nombreuses études controversées sur la politique de la Pologne après sa refondation en novembre 1918 et jusqu'au 1^{er} septembre 1939.

Avec une résolution du Parlement européen le 18 septembre 2019,² suivie d'un discours du président russe *Poutine* le 20 décembre 2019,³ puis de réactions officielles polonaises, mais aussi américaines et allemandes⁴ motivant le président russe à s'exprimer une nouvelle fois le 24 décembre⁵ etc., cette discussion sur des questions historiques importantes est maintenant au centre des préoccupations politiques. De quoi s'agit-il? De savoir sérieusement comment les choses se sont passées à l'époque? Ou est-ce plutôt une nouvelle variante de la très actuelle lutte politique pour l'avenir de l'ordre mondial?

Beaucoup de commémorations des guerres mondiales ... et beaucoup de controverses

Les nombreuses commémorations de ces dernières années, fréquemment en relation avec

la Première et la Deuxième Guerre mondiale, ont conduit à une accumulation d'analyses et de déclarations à motivations parfois politiques sur l'histoire de ces deux guerres. L'année 2020 et les suivantes ne feront pas exception, et c'est une bonne chose que ce qui a été pensé jusqu'à présent et qui tient lieu de certitude, soit remis en question de temps en temps. Par ailleurs, il est aussi légitime de confronter entre elles des historiographies à motivations politiques distinctes.

C'est précisément parce que les deux guerres mondiales restent ou sont à nouveau au centre de l'attention et qu'il est aujourd'hui encore question de déterminer les responsabilités liées à ces guerres, et aussi de la projection de ces responsabilités dans notre présent, qu'il est compréhensible que les critiques de l'historiographie dominante répètent volontiers que: «ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire». Mais si toute l'historiographie du XX^e siècle est subordonnée à ce verdict, cette phrase peut aussi conduire dans la mauvaise direction.

L'auteur de ces lignes a lui-même étudié l'histoire dans les années 1980 et est reconnaissant d'avoir appris une méthodologie qui l'aide encore aujourd'hui à évaluer les ouvrages sur la base de leurs sources et à faire preuve de la prudence nécessaire lorsqu'il s'agit de faire ses propres déclarations sur l'histoire contemporaine.

En fait, il serait souhaitable qu'un plus grand nombre d'historiens formés, ayant une vision professionnelle et critique, s'expriment publiquement sur les questions que soulève une historiographie fortement politisée. Mais là aussi, il y a un certain nombre d'historiens dits de renom qui, en réalité, baignent dans un environnement politique et que même une chaire d'histoire ne parviendra pas à rendre plus crédibles.⁶

Des outils de base ... mais aussi des approches non conventionnelles

Les outils de base de l'historien sont toutes sortes de sources ainsi que les méthodes critiques qu'il y a lieu d'appliquer à ces sources. En histoire contemporaine, l'historien devrait donc toujours exiger que toutes les sources

soient accessibles au public, ou tout au moins à la science. Beaucoup de choses devraient encore être améliorées à ce niveau.

Mais les approches non conventionnelles de l'histoire ne sont pas forcément mauvaises pour autant. Dans certains cas, les personnalités qui s'impliquent n'ont pas étudié l'histoire à l'université, mais elles font preuve de plus de courage et d'engagement que les historiens de métier. Cela donne lieu à des contributions précieuses, qui soulèvent par exemple des questions de recherche auxquelles personne n'avait pensé auparavant. Elles peuvent aussi réveiller les esprits lorsqu'il s'agit de questions politiques d'actualité et d'une instrumentalisation politique de l'historiographie.

Penser et discuter librement

En fin de compte, le plus important reste la liberté de pensée et le dialogue des penseurs indépendants. Je ne fais pas allusion ici aux réunions des historiens professionnels, qui existent bel et bien et qui ont leur raison d'être, mais au dialogue ouvert entre tous ceux qui s'efforcent sérieusement et honnêtement de se rapprocher des réponses à la question de savoir comment les événements se sont réellement déroulés, et cela même lorsque toutes les sources ne sont pas encore librement accessibles.

Horizons et débats publie assez régulièrement des articles sur l'historiographie, représentant autant de contributions à ce dialogue.

¹ cf. p. ex. <https://de.sputniknews.com/politik/20200107326313199-polen-will-russische-interpretation-der-geschichte-per-gesetz-verbieten/> du 7/1/20

² http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/RC-9-2019-0097_DE.pdf

³ <http://en.kremlin.ru/events/president/news/62376>

⁴ cf. p. ex. <https://www.dw.com/de/streit-um-geschichte-polen-kontra-putin/a-51841782> du 31/12/19

⁵ <https://www.jungewelt.de/artikel/369723.hypers-challwaffen-historisch-einzigartig.html> du 2.1.2010

⁶ Un exemple connu dans l'espace germanophone est le professeur d'histoire récente *Heinrich August Winkler*.

«Et toujours à nouveau Versailles»

Un siècle analysé à la loupe. Entretien entre Alexandre Sosnovsky et Willy Wimmer

par Wolfgang van Biezen

«If ever we were to re-educate the German population, it would be a good thing to mix freely with them and teach them our standards of freedom and individual responsibility.» («Si jamais nous devons rééduquer la population allemande, il serait bien de nous y mélanger librement pour lui enseigner nos normes de liberté et de responsabilité individuelle.»)

Maréchal Montgomery,
septembre 1945¹

L'année passée, deux experts, l'un russe, l'autre allemand, se sont entretenus sur la situation politique globale régnant avant et après «Versailles». Les deux auteurs qui ont publié en mai 2019 un livre intitulé: «Und immer wieder Versailles» [Et toujours à nouveau Versailles], sont véritablement engagés pour la paix dans le monde.

Face à la manière dont le dit *Traité de paix de Versailles* a mis en opposition les peuples européens après 1919, préparant ainsi de nouveaux conflits militaires; dont l'Europe centrale a été démembrée et trois empires démantelés du jour au lendemain; dont l'Empire ottoman a été dépecé et des révolutions ont secoué la partie occidentale de l'Eurasie; dont, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une nation s'est transformée en unique puissance mondiale. Donc face à l'envergure de ces bouleversements, il est étonnant de constater que peu d'impulsions de la part des cercles d'historiens n'aient été déclenchées au cours de cette année de commémoration susceptible à élaborer en profondeur un débat public sur les causes et les effets de ces accords.

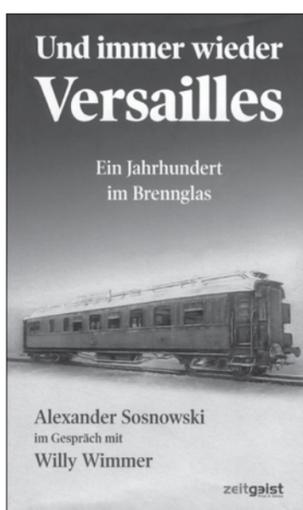
La paix règne-t-elle dans le monde depuis les dits Traités de paix de 1919? A-t-on pu observer un changement d'attitudes et d'actions face à la question de guerre et de paix? Est-ce devenu la règle qu'en cas de désaccord, on se retrouve à la table de négociation pour éviter un éventuel conflit militaire avec toutes ses misères?

Les guerres sont-elles vraiment prosrites? Le droit international est-il davantage qu'une simple déclaration d'intention? De quel droit une nation peut-elle ordonner la rééducation de telle autre nation? Est-il permis de tracer arbitrairement de nouvelles frontières?

Pourquoi la nature humaine, orientée vers la paix et la coexistence en prospérité est-elle si misérablement bafouée?

Pourquoi ne nous laisse-t-on pas vivre en paix avec nos voisins? Quel est le rapport entre le déploiement de l'OTAN, cette alliance autoproclamée à caractère offensif, jusqu'à la frontière de la Fédération de Russie et la sécurité collective? Pourquoi le 4 décembre 2019, lors du sommet de l'OTAN à Londres, la Chine et la Russie ont-elles été qualifiées de «défis» pour l'OTAN?

Il y a en effet des nations qui revendiquent le droit d'utiliser la guerre comme instrument politique. Quelle philosophie permet une telle réflexion? Qui décide de la direction que doit



ISBN 978-3-943 007-23-7

prendre la recherche historique et de celle qui lui est défendue? Y a-t-il des présidents qui, bien qu'élus par le peuple, sont éliminés par un coup d'État parce qu'ils ne sont pas appréciés par des pouvoirs extérieurs?

Et qui domine le système financier mondial? Qui en sont les bénéficiaires et qui en sont les victimes? Qui veut la paix, qui préfère la guerre?

Le professeur *Alexandre Sosnovsky*, né en 1955 à Kiev, est un expert reconnu en matière de politique de sécurité. Il travaille pour plusieurs médias allemands et russes. Il mène l'entretien

avec Willy Wimmer, suffisamment connu de nos lecteurs comme homme politique au Bundestag allemand, auteur de livres et de nombreux articles fondamentaux sur l'histoire et l'actualité de la politique allemande.

Les deux auteurs ont en commun des biographies extrêmement intéressantes. Les entretiens dans lesquelles ils s'engagent, leurs considérations élaborées ainsi que leurs réponses détaillées permettent aux lecteurs de participer à des réflexions politico-historiques actuelles de haut niveau. Le livre est agréable à lire, tout en nécessitant quelques connaissances de base. Il mérite d'être lu avec considération et dans des moments tranquilles. Ainsi, il s'avère être un stimulant approprié aux événements de «Versailles» et aide

à approfondir ses propres réflexions. La compréhension de l'histoire des deux auteurs est similaire: les deux sont bien conscients qu'il y a des antécédents à «Versailles». Au Congrès de Vienne, après les guerres napoléoniennes dévastatrices, toutes les parties, également les parties vaincues, se retrouvèrent assises autour de la table de négociations pour trouver un nouvel ordre de paix en Europe. Le tsar russe *Alexandre I^{er}* a élaboré un plan visant à résoudre pacifiquement les futurs conflits autour de la table de négociations avant que le conflit armé n'éclate. Le Chancelier autrichien *Metternich* approuva cette approche parfaitement raisonnable. Les Britanniques par contre, déjà en voie de devenir rapidement une puissance mondiale, n'apprécièrent pas cette approche et déclarèrent fermement que pour eux il était indispensable de pouvoir faire la guerre quand et où elle leur semblait utile.

C'est là que furent posés les jalons définissant la politique anglo-saxonne jusqu'à ce jour. Au cours de leur entretien *Alexandre Sosnovsky* et *Willy Wimmer* présentent toutes leur connaissances de manière passionnante et instructive. Les deux auteurs s'entretiennent donc «sur la même longueur d'onde» – c'est une expérience devenue plutôt inhabituelle et encourageante de pouvoir profiter de ces échanges historiques russo-allemands et germano-russes. Le livre contribue à une vision moderne de l'histoire, enrichie par de nouveaux contextes, inconnus ou inimaginables jusqu'à présent.

¹ *Instructions for British Servicemen in Germany 1944*. First published by the Foreign Office, 1943. Preface. Traduction allemande et réimpression chez Kiepenheuer und Witsch 2015

Au sujet des responsabilités pour la Première Guerre mondiale

par Jean-Claude Manificier,* France



Jean-Claude Manificier (photo uk)

Cet article, partant d'un exemple précis, celui des responsabilités dans la Première Guerre mondiale, aborde le problème de l'influence du quatrième pouvoir: le pouvoir médiatique. Suivant les sondages, il apparaît que près de 70% des citoyens interrogés ne font plus confiance aux médias.

Ceux qui manifestent aujourd'hui dans les rues depuis des mois ne seront pas surpris par ce résultat, tant il est clair que les journalistes, officiant dans les grandes chaînes de TV ou de la presse écrite appartenant à de grands groupes industriels du CAC 40 ou du capitalisme financier, sont des porte-paroles étrangers à leurs préoccupations.

Dans les livres publiés en français depuis 2014 – 100 ans après le début de la Première Guerre mondiale – par des auteurs anglophones tels que Gerry Docherty et Jim MacGregor^{1,2} ou Carroll Quigley^{3,4}, ces auteurs détaillent l'organisation d'une aristocratie ploutocratique et mondialiste qui, dans sa volonté de contrôler la marche du Monde, organisera la Première Guerre mondiale, entre autre, en utilisant tous les moyens pour massivement manipuler l'opinion publique. Conséquences de cette entreprise: 16 millions de morts, la destruction d'une civilisation européenne solidement enracinée et la suprématie des Etats-Unis dans les affaires d'un monde futur unipolaire. Un miroir lointain et la racine des plans de guerre suivants et actuels.

A la fin du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne est la puissance dominante, son empire colonial s'étendant du Canada à la Nouvelle-Zélande. L'Allemagne, dépassant à cette époque la Grande-Bretagne dans les domaines industriels, commerciaux et scientifiques, devient un danger dont il faut se débarrasser.

Une «élite secrète» sera créée en 1891 à Londres par Cecil John Rhodes. Elle aura pour objectif de garantir une domination anglo-saxonne sur le monde. L'«élite secrète» avait le contrôle, et la puissance financière afférente, des mines d'or et de diamants d'Afrique du Sud (suite à la guerre des Boers). Ses membres les plus importants seront, outre C. Rhodes: Reginald Balliol Brett (alias Lord Esher), Alfred Milner, William T. Stead et Lord Nathaniel Rothschild.

La Société des Pèlerins sera inaugurée à Londres en juillet 1902 et à New York en janvier 1903, également pour assurer la domination mondiale anglo-saxonne. En 1909, la dite Table ronde sera créée par Alfred Milner.

Aux Etats-Unis, la conquête de l'Ouest, le déracinement des Amérindiens ainsi que les guerres contre le Mexique et l'Espagne seront caractéristiques d'un programme politique impérialiste développé dans les années 1840: «La Destinée manifeste». Le livre «Our Country» du pasteur américain Josiah Strong, populaire à la fin du XIX^e siècle, exprime, comme l'«élite secrète» en Angleterre «la conviction que le peuple anglo-saxon est la race supérieure qui finira par dominer le monde».

La vision à long terme de l'«élite secrète» est de construire l'alliance anglo-franco-russe («Triple Entente») pour la future guerre contre l'Allemagne. Dans cette aventure, la France voit une occasion de reconquérir l'Alsace-Lorraine et la Russie d'obtenir un port

sur le Bosphore pour contrôler la navigation et l'accès à la Méditerranée. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie doivent être encerclées et mises au pilori.

Caricatures effrayantes de l'Allemagne

La presse anglaise, sous l'influence de l'«élite secrète», présentera l'empereur allemand Guillaume II comme méprisant, imprévisible et belliciste. Des romans populaires parlent d'espions et d'une Allemagne construisant une flotte pour envahir l'Angleterre. Ce sont des affirmations gratuites préparées par l'«élite secrète». Elle savait parfaitement que la flotte anglaise restera toujours très supérieure à celle de l'Allemagne, tout comme les activités colonialistes anglaises (et françaises). La guerre achevée, aucun plan d'invasion de l'Angleterre, ni de construction massive de cuirassés, ne sera jamais trouvé. Des documents comptables, montreront que le budget d'armement dans le domaine maritime était pour l'Angleterre de 2 à 3 fois plus important que celui de l'Allemagne. En 1907, dans une lettre confidentielle, l'amiral Sir John Fisher de la Commission impériale de la Défense écrit au roi Edouard VII: «La flotte britannique est quatre fois plus puissante que la flotte allemande, mais nous ne voulons pas en faire étalage devant le monde entier».

Les livres mentionnés ci-dessus décrivent que l'empereur allemand préférait les solutions diplomatiques. Ce sera le cas pour les crises marocaines d'Algésiras (1906) et d'Agadir (Traité franco-allemand de Fez, 1911), où l'«élite secrète» espérait une occasion de guerre, et celle des Balkans avant l'été 1914, où, redoutant une guerre entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, Guillaume II interviendra pour un rapprochement avec la Serbie.

Guillaume II, George V et Nicolas II sont cousins, petits-enfants ou arrière-petits-enfants de la reine Victoria. Le Kaiser était très proche de sa grand-mère dont il tiendra la main pendant son agonie en 1901. Le 30 juillet 1914, il enverra un télégramme à Nicolas II, lui rappelant qu'en arrêtant la mobilisation des troupes russes à la frontière avec l'Allemagne et l'Autriche, il avait le pouvoir de mettre en garde contre la Première Guerre mondiale. Il écrit: «Mon amitié pour vous a toujours été une cause sacrée».

Guillaume II, empereur depuis 1888, sera d'ailleurs à l'occasion de ses 25 ans de règne encensé dans un article du «New York Times» comme un artisan de paix, («New York Times» du 8 juin 1913). Le journaliste Andrew Carnegie déclarera: «Le monde civilisé et les partisans de la paix tiennent à vous féliciter à l'occasion de votre jubilé». S'il n'a jamais commencé une guerre, on ne peut pas en dire autant de l'Angleterre ou des Etats-Unis.

Le Président Woodrow Wilson, proche de l'«élite secrète», sera réélu en 1916 avec le

slogan «Wilson nous maintient en dehors de la guerre». En 1917, il créera la *Commission Creel* pour faire accepter l'entrée en guerre par les Américains majoritairement pacifistes. Le publicitaire et neveu de Sigmund Freud, Edward Bernays sera très actif dans le cadre de cette commission. Il deviendra le père des *Agences de relations publiques* appelées de nos jours la *Com* et les *Spin Doctors*. Son livre «Propaganda», en version libre sur internet, montre que la propagande politique au XX^e siècle n'est pas née dans les régimes totalitaires, mais au cœur même de la «démocratie libérale américaine».

La presse américaine se déchaînera alors et un article élogieux pour l'Allemagne, comme celui du «New York Times» en 1913, deviendra impensable. En 1915, l'empire financier JP Morgan achètera 25 parmi les plus importants quotidiens américains et placera ses propres éditeurs dans le but de contrôler la presse écrite. Ce «contrat» qui est toujours d'actualité, avait pour objet de supprimer des colonnes éditoriales tout ce qui n'était pas conforme aux intérêts dont ils étaient les serviteurs. Le congressiste Oscar Collopy dénoncera ce monopole à la Chambre des Représentants le 9 février 1917 (*U.S. Congressional Record* du 9 février 1917, p. 2947). Cette ligne politique sera ensuite structurée par JP Morgan et ses collègues Warburg et Rockefeller. L'organisation est aujourd'hui connue sous le nom de *Council of Foreign Relations* (CFR).

Le chemin de la guerre ...

Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand et son épouse Sophie seront assassinés à Sarajevo. Certains journaux britanniques étaient d'avis que les exigences autrichiennes à la suite du meurtre étaient justifiées face à la Serbie soupçonnée d'avoir massivement soutenu le crime. Asquith, pourtant Premier ministre anglais, dans l'intimité d'une lettre à son amour platonique Venetia Stanley, reconnaîtra: «Sur beaucoup de points, si ce n'est sur la plupart, l'Autriche a parfaitement raison et la Serbie est totalement dans son tort [...]»⁷

Plus tard, cependant, l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie et la déclaration allemande de son soutien en cas de guerre seront les principaux «arguments» en faveur de l'entière responsabilité de la guerre portés sur l'Allemagne et l'Autriche.

Le 26 juillet 1914, à la faveur d'un dîner privé offert au prince Henri, le frère cadet du Kaiser, le roi britannique George V promettra: «Nous essaierons de nous tenir en dehors de tout cela, et nous resterons neutres». Le Kaiser fit naturellement grand cas de cette promesse. Ce n'était pas le boniment d'un quelconque politicien, «il avait la parole d'un roi». Cela n'a servi à rien. Ce que l'«élite secrète» avait voulu, arriva: la Première Guerre mondiale fut déclenchée.

... et le Traité de Versailles

Près de 5 ans plus tard, après la défaite militaire, tout sera fait pour humilier les Allemands le 28 juin 1919 à Versailles. Lors de la signature du «Traité de paix», des gueules cassées sont placées sur le parcours des signataires allemands. Auparavant, ils avaient été conduits à travers les territoires détruits: «Vous êtes responsables de tout cela». Les Allemands avaient été exclus des négociations de paix, ce qui ne s'était jamais produit dans toute l'histoire des traités de paix.

L'Angleterre obtiendra toute la flotte et, avec la France et la Belgique, les colonies africaines allemandes. L'Allemagne perdra 13% de son territoire, dont le corridor de Danzig, ville de 350 000 habitants où plus de 96% sont allemands! Le «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», un des 14 points de la doctrine Wilson, ne s'appliquera pas aux vaincus.

Réflexions finales

Il y a près de 36 000 communes en France. Dans chacune, on trouve un Monument aux Morts de la Première Guerre mondiale où, à la suite de la liste des morts, il est souvent écrit: «Pour que la France vive» ou «Pour que la France demeure libre». La menace allemande était cependant un montage de l'«élite secrète». On pourrait remplir de nombreuses pages de déclarations bellicistes faites par des hommes politiques anglais ou français et des tracts de propagande outranciers, voire mensongers.

Mais il existe aussi de nombreux livres qui portent un regard différent sur les événements.^{1 à 7} Peut-être que, dans le futur, les Européens verront ces monuments dédiés à des millions de morts comme une condamnation de l'Utopie mondialiste ou des tentations unipolaires. •

Références

- 1 Docherty, Gerry et MacGregor, Jim. «L'Histoire occultée. Les origines secrètes de la Première Guerre mondiale». (Editions Nouvelle Terre, 2017)
- 2 MacGregor, Jim et Docherty, Gerry. 2 volumes: «1914-1918. Prolonger l'agonie. Comment l'oligarchie anglo-américaine a délibérément prolongé la Première Guerre mondiale de trois ans et demi». Tome 1. (Editions Nouvelle Terre, 2018)
- 3 Quigley, Carroll. «Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine». (Le Retour aux Sources, 2015). Version anglaise: «The Anglo-American Establishment» (New York, Book in Focus, 1981)
- 4 Quigley, Carroll. «Tragedy and Hope: A History of the World in Our Time». (New York, The Macmillan Company, 1966)
- 5 Buchanan, Patrick J. «Churchill, Hitler and the Unnecessary War». (Three Rivers Press, 2008)
- 6 Kollerstrom, Nick. «How Britain initiated both world wars». (CreateSpace Independent Publishing Platform. No copyright 2017)
- 7 H.H. Asquith, «Letters to Venetia Stanley». Rassemblées par Michael et Eleanor Brock, (Oxford University Press, 1982)
- 8 Reboul, Olivier. «La Rhétorique». In: *Que sais-je?* (PUF, 1993)

Pacifistes et bellicistes en France et en Grande-Bretagne

Joseph Caillaux

L'«élite secrète» et l'ambassadeur russe en France, Alexandre Isvolski, subventionneront une presse nationale majoritairement «anti-boche» et assoiffée de revanche depuis la défaite de 1871. Mais il y a aussi quelques personnalités pacifistes à l'instar de l'homme politique français Joseph Caillaux. Il suscite une haine véhémement parmi ses anciens amis politiques qui mènent contre lui de violentes campagnes de presse. En mars 1914, Henriette Caillaux tire sur Gaston Calmette, directeur du «Figaro», qui traînait son mari dans la boue. Mobilisé, Joseph Caillaux déclarera en 1914 en désignant l'état-major: «Ceux qui sont là dedans ne savent rien, ne comprennent rien. Ils ne savent pas à quel ennemi nous avons à faire, ils ne comprennent pas que nous sommes lancés – par qui? – dans une guerre effroyable ... Comment finira-t-elle? Moi, je voulais éviter cela.» Après la guerre, il

sera poursuivi et emprisonné pour «intelligence avec l'ennemi»!

Jean Jaurès

Jean Jaurès, député radical socialiste et pacifiste intégral, sera assassiné le 31 juillet 1914 par un revanchard exalté. Jaurès envisageait de déclencher une grève générale européenne pour marquer l'opposition de la classe ouvrière à la guerre. Cette pression revancharde est telle que le 4 août 1914, Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT et pacifiste lui-aussi, prendra ses distances devant la tombe de Jean Jaurès. Il décrira la guerre comme un crime, mais comme un crime inévitable. C'est précisément ce que refusait Jaurès qui est mort pour avoir crié qu'on pouvait empêcher la guerre.⁸

Winston Churchill

Dans une lettre de Churchill écrite à sa femme: «Ma chérie, nous approchons

d'une catastrophe et cela me rend heureux. C'est horrible d'être comme cela, n'est ce pas ... Pour rien au monde je ne voudrais être en dehors de cette délicate guerre». (Lettre du Journal de Margot Asquith, janvier 1916; publié par Oxford University Press, juin 2014)

Margot Asquith écrira aussi: «Quel étrange personnage! Il aime vraiment la guerre. Il serait très triste si on lui annonçait que la guerre est finie. Son cœur n'a aucune imagination». («Margot Asquith's Great War Diaries». *The Guardian* du 8 juin 2014)

Grand responsable de la Première Guerre mondiale, Churchill écrira un quart de siècle plus tard, dans son livre «Great Contemporaries», (The Reprint Society, London 1941), p. 28: «L'Histoire, doit être plus charitable et acquitter William II d'en être le comploter et l'organisateur».

* Jean-Claude Manificier (* 1944) est homme politique et physicien français. Jusqu'à sa retraite, il a enseigné à l'Université de Montpellier. Il a été membre du Conseil régional du Languedoc-Roussillon, et de 1988 à 1997, il a été membre du Comité national universitaire. Depuis plus de 20 ans, il a participé à divers programmes de recherche aux Etats-Unis, en Angleterre, en Roumanie, au Venezuela, en Espagne, en Israël, au Soudan et dans d'autres pays. En 2018, il publie avec d'autres auteurs «Le coup d'Etat bolchevique. 100 ans après».

Donner le bon exemple et agir concrètement

par Philippe Randin, directeur «Nouvelle Planète», et Roman Twerenbold, responsable de projet «Nouvelle Planète»

La vision du monde d'Albert Schweitzer, «le respect de la vie», est le principe directeur de «Nouvelle Planète» depuis sa fondation il y a 33 ans: «Je suis la vie qui veut vivre, au milieu de la vie qui veut vivre; je dois donc avoir du respect pour toute vie.» Nous comprenons la vie sous toutes ses formes animales et végétales. Dans nos projets d'aide, réalisés à la demande des communautés, nous accordons donc une grande importance à la protection durable de l'environnement.

De nombreux projets dans nos pays d'opération contribuent déjà à la protection du climat. Cet aspect devient de plus en plus important à mesure que les communautés locales prennent conscience des effets destructeurs du changement climatique. Par exemple dans la zone du Sahel, où les communautés villageoises nous demandent, face à la désertification, de les aider à reboiser ou à économiser du bois de chauffage.

L'Amazonie en première ligne

Nos actions en Amazonie, auprès des populations indigènes, vont aussi dans ce sens.

Au Pérou, 15,4 millions d'hectares sont titularisés au nom des peuples indigènes. Cela représente près de 20% de la surface de l'Amazonie péruvienne (qui représente elle-même 13% de la grande forêt amazonienne). Un tiers de ces terres ont été démarquées et protégées grâce aux projets de Nouvelle Planète, ce qui représente 520 millions de tonnes de carbone séquestrés, une surface plus grande que la Suisse.

* «Nouvelle Planète» est une organisation suisse à but non lucratif créée en 1986, neutre sur les plans confessionnel et politique. Nouvelle Planète agit sur les plans suivants: 1) Soutien des démarches de populations vivant en milieu rural en Afrique, Asie et Amérique latine pour améliorer leurs conditions de vie et les rendre plus autonomes, tout en protégeant leur environnement. 2) Organisation de voyages d'entraide qui permettent de découvrir des réalités perçues souvent comme lointaines. Le mot d'ordre est l'échange.
Pour de plus amples renseignements: <https://www.nouvelle-planete.ch/fr/qui-sommes-nous>

RoTw. Durant la saison des pluies, les agriculteurs d'Arec perdent 50% de leurs récoltes, la faute à une rivière infranchissable. Il est temps d'agir, avec votre soutien!

Sur les hauts-plateaux du centre du Vietnam, à la frontière du Laos, vivent les minorités ethniques Co'tu. Dans le village d'Arec, les habitants cultivent presque 1200 ha de surfaces agricoles. Chaque ménage possède en moyenne 12 ha de champs, l'équivalent de 17 terrains de football! Les habitants cultivent du riz, du manioc et pratiquent l'arboriculture fruitière. Mais la population rencontre un sérieux problème.

Dans la maison communale traditionnelle, le chef du village, Monsieur *Nguy n Thanh Tâm* explique: «Nous produisons 66 tonnes de riz brut et 7 tonnes de manioc par an. Nos champs sont de l'autre côté de la rivière. Il faut traverser péniblement le lit de la rivière à pied, mais les berges sont glissantes et pentues. En saison de pluie, la rivière est infranchissable. Il n'y a pas d'autres options. Aucun détour ne permet de surmonter l'obstacle.»

33 tonnes de riz perdus!

Un agriculteur raconte: «Très souvent, les pluies torrentielles s'abattent sur notre village et rendent l'accès aux champs impossibles durant 6 mois. En conséquence, nous ne pouvons pas récolter ce que nous avons cultivé en saison sèche. Nous perdons jusqu'à 33 tonnes de riz et 3 tonnes de manioc de récoltes poten-

Vietnam: accès aux champs



Impossible de passer durant la saison des pluies. Les habitants nous ont sollicités. (photo mad)

tielles. Lors des crues de 2011, chaque ménage a perdu environ 520 kg de riz.» Pour une population dont l'agriculture est la seule ressource de nourriture et de revenu, ces pertes sont dramatiques.

Récolter et désenclaver

L'analyse technique a démontré qu'un pont suspendu était la meilleure solution. Des planches métalliques, plus solides et plus durables que le bois, permettraient aux habitants d'utiliser leurs deux-roues pour le transport des récoltes. En utilisant l'ensemble du potentiel agricole, les villageois pour-

ront d'une part stocker et consommer les aliments et d'autre part vendre leurs récoltes dans le village principal de la commune à 2 km.

Mais les bénéfices d'un pont ne s'arrêtent pas là. Il permettra de désenclaver un autre village situé à 17 km au nord d'Arec. Les 107 habitants pourront enfin se rendre au centre de santé de la commune durant toute l'année. C'est d'une pierre, deux coups!

Les villages de minorités ethniques, comme Arec, situés dans les zones reculées du Vietnam ne profitent que rarement d'investissements.

Solaire et reboisement

Dans nos pays d'intervention en Afrique, nous privilégions l'utilisation de l'énergie solaire photovoltaïque pour l'éclairage ou l'alimentation des pompes à eau. Au Viet-

nam, la promotion du biogaz a permis d'économiser du bois et de séquestrer du carbone. Et à Madagascar, les reboisements se multiplient sur les collines défrichées.

Quelle: *Nouvelle Planète* n° 174, septembre 2019

Contact: Nouvelle Planète, avenue Charles-Dickens 2, 1006 Lausanne. Courriel: np@nouvelle-planete.ch, Tél.: +41 (0)21 881 23 80. Dons: PC 18-5792-6/ IBAN CH1209000001800 57926. Pour soutenir ce projet, il vous suffit d'indiquer «pont Vietnam» sur votre bulletin de versement.

Une intégration réussie

par Peter Aebbersold

Fondée en 1973, l'école pour enfants malentendants de Meggen dans le canton de Lucerne fut probablement la première école intégrée en Suisse. Elle fut créée par la fondation «Stiftung Schule für hörgeschädigte Kinder Meggen» et par *Susann Schmid-Giovannini* et dirigée par elle-même.

La classe à effectif réduit des enfants malentendants avait sa propre salle de classe qui était intégrée à l'école primaire de Meggen et fonctionnait selon les mêmes programmes et matériels pédagogiques. Cela a permis pour la première fois de comparer les résultats de ces enfants sérieusement malentendants avec ceux des enfants entendants. Grâce au soutien de *Susann Schmid* dans son jardin d'enfants pour malentendants, les

enfants malentendants savaient déjà lire à leur entrée en première classe.

Tous les parents qui étaient prêts à collaborer pouvaient envoyer leurs enfants malentendants dans cette école. La collaboration consistait à assister fréquemment à l'enseignement et à la thérapie individuelle, à poursuivre la formation auditive-verbale à la maison ainsi qu'à participer à des cours d'enseignement continu. En 1975, un centre de consultation précoce fut ouvert pour les parents à Meggen, agrandi par la suite en un centre international de consultation.

Le développement des appareils auditifs n'en était qu'à ses débuts, et il n'y avait pas encore d'appareils à mettre derrière les oreilles. Pour entendre leurs propres voix, les enfants devaient parler dans un microphone qui faisait le tour. Comme les élèves de première année savaient déjà lire, ils consacraient plus de temps à l'expression verbale, au nouveau vocabulaire, aux formes de la proposition et aux expressions idiomatiques ainsi qu'aux entretiens sur un sujet spécifique.

L'intégration devait d'abord être élaborée. Au début, les enseignants et les élèves des classes normales étaient curieux, mais ne cherchèrent pas à entrer en contact avec les enfants malentendants. *Susann Schmid-Giovannini* pratiquait avec ses enfants les jeux courants dans la cour de récréation et leur apprit le vocabulaire usuel, y compris les jurons. Un jour, des filles entendant arrivèrent dans la cour et demandèrent si l'on pouvait parler avec les «sourds». Peu après, les filles entendant et malentendant jouèrent ensemble à un jeu de mouvement populaire. Et les garçons découvrirent en jouant au foot ensemble que les «sourds» étaient d'excellents joueurs de football.

Mme Schmid-Giovannini veillait à ce que sa classe soit toujours au même niveau que la classe parallèle de l'école primaire, ce qui

permet à ses enfants de participer aux leçons d'allemand. L'étonnement fut grand de voir que les «sourds» étaient aussi capables d'écrire des dictées sans fautes. Avec les nouveaux appareils auditifs à placer derrière les oreilles et adaptés individuellement, les perceptions auditives s'améliorèrent même à distance tout comme l'expression orale. A partir de la troisième année scolaire, les enfants malentendants suivirent les cours de travaux manuels, d'artisanat, de natation, de gymnastique et de religion avec les enfants entendants. L'allemand s'y ajouta et progressivement certains élèves furent scolarisés entièrement dans l'école normale. Cependant, ils restèrent à Meggen, y faisant leurs devoirs et y suivaient une thérapie individuelle.

Plus tard, s'y ajoutèrent des élèves malentendants n'ayant pas été reconnus comme tels pendant la première ou deuxième année de vie et qui n'avaient donc pas bénéficié d'une thérapie précoce. On dut les soutenir par une thérapie spécifique et des leçons individuelles supplémentaires jusqu'à ce qu'ils fussent capables de suivre le programme scolaire normal, car il ne fallait pas qu'ils empêchent les autres élèves d'atteindre leurs objectifs d'enseignement.

Chaque semaine, il y avait une thérapie de groupe pour les enfants âgés de deux à cinq ans dans le centre de consultation, car à l'époque, il n'y avait pas encore de groupes de jeu, dans le but de pouvoir les admettre dans un jardin d'enfants normal à leur lieu de domicile. Les expériences faites dans les jardins d'enfants spéciaux de Meggen avaient montré que les enfants reprenaient plus facilement les suggestions de leurs camarades entendants que celles des éducatrices, ce qui ne signifiait aucunement qu'on pouvait renoncer à elles.

Susann Schmid-Giovannini n'envoyait les enfants à l'école normale qu'au moment, où ils disposaient de suffisamment de connais-

sance langagière, qu'ils faisaient bon usage de leur ouïe et qu'ils pouvaient suivre les leçons sans accompagnement. Grâce à l'adaptation d'appareils auditifs ou de l'implant cochléaire, les enfants malentendants peuvent, à l'heure actuelle, apprendre comme tout le monde la langue par l'oreille dès les premiers mois de leur vie dans la vie quotidienne et développer leurs connaissances de façon normale.

La pédagogue austro-suisse *Susann Schmid-Giovannini* est une pionnière de renommée internationale dans le domaine de la thérapie auditive-verbale et de l'entraînement auditif à l'aide de l'implant cochléaire. Grâce à son initiative unique et à son empathie exceptionnelle, elle a établi de nouvelles normes dans le traitement précoce des nourrissons et des petits enfants malentendants. A Meggen, elle créa ce concept de l'apprentissage précoce de la langue pour des nourrissons et des bébés sourds et malentendants, menant, avec l'aide des parents, à l'intégration dans le monde des locuteurs. Grâce à la création de son *Centre international de consultation pour les parents d'enfants malentendants* et grâce à des activités internationales de formation continue, elle a pu mettre en œuvre – en partie contre de fortes résistances – ces programmes d'apprentissage de la langue précoce. Ainsi, les enfants sourds obtinrent une nouvelle chance pour l'intégration dans le monde des entendants par le biais d'un langage normal. Elle vit toujours à Meggen dans le canton de Lucerne.

(Traduction *Horizons et débats*)

Sources: *Schmid-Giovannini, Susann. Vom Stethoskop zum Cochlea-Implantat. Geschichte und Geschichten aus einem sechzigjährigen Berufsleben.* Verlag S. Schmid-Giovannini, Meggen 2007
Schmid-Giovannini, Susann. Hören und Sprechen. Anleitung zur auditiv-verbalen Erziehung hörgeschädigter Kinder. Replik als eBook und Printausgabe, Verlag Edizio, Meggen 2014, ISBN 978-3-9524315-0-4

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Éditeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH6409000000877484856
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2020 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Le lieu ayant marqué Gottfried Keller

Un village rural, source d'inspiration d'un grand poète

par Heini Hofmann

Quand on prononce le nom de Gottfried Keller, on pense à Zurich, où le grand poète et penseur a vécu et travaillé. 2019, son année commémorative, y a été intensément célébrée. Mais il y a un second haut lieu: Glattfelden, charmant village campagnard «dans un des coins les plus reculés du pays ... dans un vallon verdoyant» non loin du Rhin, là où «Henri le Vert» a ses racines.

C'est pourquoi à l'occasion de son 200^e anniversaire, Glattfelden l'a honoré également comme l'une des figures majeures de la littérature germanophone. Depuis 1985, le Centre Gottfried Keller (*Gottfried-Keller-Zentrum*) est installé dans une maison datant de 1526 restaurée avec soin, tout près de l'église et en plein cœur du village, avec ses édifices anciens à colombages. Une rue Gottfried Keller, un chemin Henri le Vert (*Grünheinrich-Weg*) et une des fontaines du village ainsi qu'une colonne dédiée à Judith (*du nom de l'héroïne féminine d'Henri le Vert*) entretiennent son souvenir, et une grande fresque murale du poète accueille les visiteurs sur la Maison communale.

Chemin du poète – «Dichterweg»

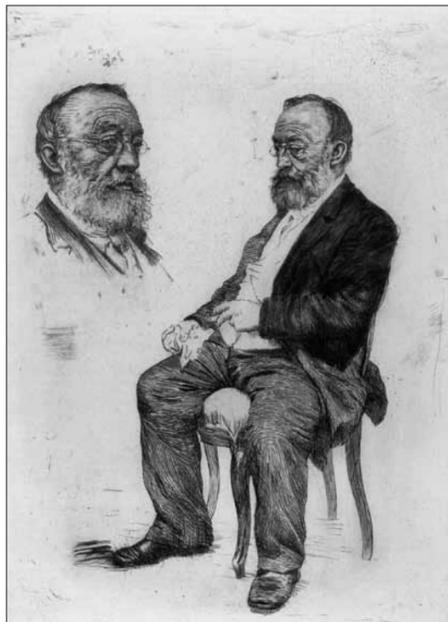
Au sein d'une telle ambiance historique, le visiteur se sent doublement proche de celui qu'on célèbre ainsi. Au Centre, l'exposition permanente bénéficiant de prêts de la Bibliothèque centrale de Zurich, souligne l'importance qu'avait Glattfelden (où ses parents ont grandi) dans la vie du poète tandis que l'exposition spéciale «De la vie à l'œuvre», accompagnée d'un film vidéo, rend hommage à ses travaux. Toutes les éditions de ses œuvres, y compris les études méthodologiques, sont disponibles dans la bibliothèque centrale (ainsi que dans la salle de lecture). La vénérable salle Henri le Vert accueille des événements spéciaux et le charmant café *Kafi Judith* a été nommé ainsi en l'honneur d'un amour platonique du jeune *Gottfried Keller*.

Sur le Sentier du Poète, parcours paysager partant de la gare de Glattfelden via le *Paradiesgärtli*, on peut également revivre les vagabondages d'«Henri le Vert» et s'instruire sur de nombreux points intéressants: le point d'orgue des festivités a consisté en une cérémonie commémorative de quatre jours incluant une fête de village et une représentation en plein-air de «L'habit fait le moine» (*Kleider machen Leute*) du Théâtre du Canton de Zurich, la Première ayant eu lieu à Glattfelden, suivie d'une tournée ultérieure.

Un contemporain d'Alfred Escher

Gottfried Keller (19 juillet 1819 – 15 juillet 1890) est l'un des plus importants narrateurs et poètes du XIX^e siècle. Citoyen de Glattfelden, il a grandi au Rindermarkt dans la vieille ville de Zurich: à deux pas de là son contemporain, le célèbre Zurichois *Alfred Escher* a passé ses années de jeunesse dans la maison Neuberger au Hirschengraben.

Les ancêtres maternels de Keller étaient des chefs mercenaires, des héros des guerres de Bourgogne, des patriciens bernois ainsi



Gottfried Keller à l'âge de 67 ans. (photo du Centre Gottfried Keller)



Glattfelden est fier de son célèbre compatriote et ami: portrait de Gottfried Keller dans la salle communale. (photo Gottfried-Keller-Zentrum)

que des familles vaudoises et neuchâteloises. A Glattfelden, les ancêtres de Keller appartenaient eux aussi aux familles influentes du village, dont la galerie ancestrale inclut des dynasties de chevaliers. L'une de ses ancêtres était la nièce de *Rudolf Brun*, le premier maire de Zurich. Les preuves généalogiques les plus anciennes ramènent même à l'empereur *Charlemagne*.

Son père, le maître tourneur *Hans Rudolf Keller*, un homme aux nobles idéaux humanitaires, meurt alors que le petit Gottfried n'a que cinq ans. Sa mère, *Elisabeth*, était née Scheuchzer. Fille de médecin, petite-fille de tailleur et arrière-petite-fille d'orfèvre, elle avait un caractère bien trempé et, ayant donné naissance à six enfants, elle dut en enterrer quatre et dut seule en élever deux. La sœur de Gottfried, *Regula*, de trois ans sa cadette, était une couturière très habile de ses mains. Elle se sacrifia pour la famille sans père. C'est de cette façon qu'ils purent s'en tirer.

Glattfelden, havre de paix

De nombreux éléments de l'exposition du site commémoratif de Glattfelden, des écrits, des tableaux et des objets du quotidien, rappellent cette époque, comme le bonnet de baptême et le biberon des enfants Keller, la pendule de Vienne héritée de son père, les pièces en ivoire du jeu d'échecs qu'il avait fabriquées lorsqu'il avait passé son examen de tourneur, les cuillères en argent du trousseau de mariée de sa mère ou le châle en cachemire de sa sœur *Regula*. L'accent est mis, bien sûr, sur les attaches de Gottfried Keller à Glattfelden. C'est là, dans son village natal, qu'il avait trouvé la force et la paix au milieu des tourments de sa jeunesse et durant les sombres années de sa maturation intérieure grâce à l'«évasion vers Mère Nature».

A cette époque, il vivait dans la famille de l'unique frère de sa mère dans la *Scheuchzerhaus*, un ancien moulin à soie situé en dessous de l'église de Mühlbach n'existant plus aujourd'hui. Cet oncle paternel, qui était aussi son tuteur, *Johann Heinrich Scheuchzer*, était médecin de campagne en même temps qu'agriculteur et chasseur passionné. Ce fut lui également qui soutint et encouragea les aspirations artistiques de son protégé. Le jeune Gottfried fit souvent le trajet de Zurich à Glattfelden à pied et y passa des semaines et des mois heureux qui le marquèrent à jamais.

On en retrouvera plus tard le reflet dans la plus grande œuvre de Keller, le roman autobiographique et initiatique «Henri le Vert», dans lequel il a magistralement décrit sa propre jeunesse et écrit sur les errements et la quête de son âme. Ces moments heureux vécus dans son village natal durant les phases difficiles de sa vie forment la trame des chapitres les plus attrayants d'«Henri le Vert», et sont également présents dans le cycle de romans «Les gens de Seldwyla».

Les étapes de la vie

A 15 ans, Gottfried Keller est renvoyé du lycée pour des bagatelles. Il se tourne alors

vers la peinture paysagiste et en 1840, se rend à Munich, la métropole artistique. Mais au bout de deux ans, il abandonne et retourne chez sa mère. Dès l'âge de vingt-quatre ans, il a ressenti l'appel de sa vocation de poète. Par la suite, il a étudié à Heidelberg et à Berlin avec l'aide d'une bourse du gouvernement zurichois, obtenue notamment grâce à son ami *Konrad Escher*. C'est là qu'il a opéré sa percée au travers de l'œuvre du siècle, son roman en quatre volumes «Henri le Vert» et les premières nouvelles des «Gens de Seldwyla».

En 1855, il revient à Zurich. Il y gagne sa vie comme journaliste critique envers l'ère du temps, cultive l'échange culturel avec des artistes et des intellectuels et se taille une place sur la scène politique. En 1861, son élection inattendue au poste de chancelier d'Etat du canton de Zurich met un terme à ses soucis matériels. En 1876, à l'âge de cinquante-sept ans, il démissionne de son poste pour reprendre à plein temps sa carrière d'écrivain.

Keller ne se maria jamais mais sa mère et sa sœur s'occupèrent de lui tout au long de leur vie. Il témoignera cependant ses hommages à diverses femmes remarquables, dont l'altière Rhénane *Betty Tendering*, la Bernoise *Louise Scheidegger* (sa fiancée, qui se suicidera tragiquement en 1866) et la pétulante Viennoise *Marie von Frisch-Exner*.

On trouve des informations sur tout cela au Centre Gottfried Keller de Glattfelden, ainsi que sur les nombreuses distinctions (Dr. Honoris causa de l'Université de Zurich, Citoyenneté de la ville de Zurich, Actes du Conseil fédéral, rues Gottfried Keller dans



Les soutiens du célibataire Keller: sa mère Elisabeth (née Scheuchzer) et sa sœur Regula. (photo Gottfried-Keller-Zentrum)

Pourquoi Henri le «Vert»?

hh. Pourquoi Keller a-t-il appelé son jeune héros Henri le «Vert»? Parce qu'il était encore immature, un genre de fruit vert? Ou parce qu'il aimait la nature? Le poète donne lui-même la réponse – banale – et elle est liée à la famille, plongée dans la pauvreté par la mort précoce de son père: «Les vêtements que j'ai reçus à cette époque étaient verts, parce que ma mère m'avait fait faire un costume taillé dans les morceaux de l'uniforme de mon père.»

de nombreuses villes) et les nombreux portraits et monuments dédiés à Keller, œuvres d'artistes célèbres. En 1890, Gottfried Keller meurt à Zurich à l'âge de soixante et onze ans, au sommet de sa gloire. Le fait qu'à présent à Glattfelden on honore aussi sa mémoire l'aurait certainement rendu heureux.

Là-bas une star, ici un copain

Alors que la métropole zurichoise commémore en grande pompe le 200^e anniversaire de son prestigieux fleuron culturel, le village campagnard de Glattfelden le fait modestement mais chaleureusement. Là-bas, il est célébré comme une star, ici comme un compatriote, un copain, comme «l'un d'entre nous». Car si le jeune Gottfried, dans sa jeunesse perturbée, n'avait pu fréquemment s'échapper de la ville vers la campagne de Glattfelden et s'y ressourcer auprès de son oncle et si compréhensif père de substitution, auprès des parents et des villageois qui le prenaient tel qu'il était, et trouver ainsi sa voie et son destin, il n'y aurait peut-être pas aujourd'hui de célébration VIP à Zurich ...

Pour le jeune Gottfried, Glattfelden représentait un pôle d'attraction magique: ce village est situé dans la partie la plus basse de la vallée Glattal, juste avant que la Glatt ne se jette dans le Rhin et se caractérisait à l'époque par l'agriculture et l'industrie textile. Implanté dans un vallon, protégé par les flancs de la montagne et à l'écart des grands axes de circulation, le paisible village campagnard est resté un lieu d'énergie d'où rayonne la tranquillité – l'environnement idéal pour un jeune en pleine quête de soi. C'est là aussi, probablement qu'on peut trouver un courant de pensée proche de la formule: «Respectez les patries de tous les hommes, mais aimez la vôtre!» («Les fanions des sept justes»).

Un poète avec les yeux d'un peintre

Cette nature idyllique, dont «Henri le Vert» profite pleinement, traverse les œuvres poétiques de Keller même s'il ne mentionne jamais Glattfelden par son nom et bien qu'il ait entremêlé fantaisie et réalité dans ses descriptions des détails du paysage ou des gens du village. Et nota bene: son détour par la peinture paysagiste dans son cheminement vers la poésie n'a pas été une perte de temps, comme lui-même le croyait, bien au contraire: c'est de cette façon que Keller est devenu un poète très spécial, exprimant la poésie vue par les yeux d'un peintre.

Il est certain que c'est à Glattfelden que Gottfried Keller reçut à jamais l'empreinte de la vie. Il y a cependant un léger bémol à cette «relation amoureuse géographique»: devenu depuis 1878 citoyen d'honneur de la ville de Zurich, Keller renonça – peu avant sa mort – aux droits civiques de Glattfelden. Nul n'en connaît la raison. On peut supposer que cela a pu se produire parce qu'en 1866 la circonscription de Bülach ne l'a pas maintenu au Conseil cantonal à l'issue de son mandat. Cela n'enlève cependant rien à la joie que suscite aujourd'hui le «copain» devenu célèbre depuis.

Glattfelden et Gottfried Keller

Gottfried-Keller-Zentrum:
Gottfried-Keller-Str. 8, 8192 Glattfelden,
Tel. +41 44867 2232, www.gkz.ch;
Visites guidées sur demande à tout moment. – Gottfried-Keller-Dichterweg,
le sentier du poète: toute l'année; visites guidées sur demande.